



**BROWN BOVERI**

**des emplois  
à conserver**



---

Le 13 octobre 1982, les 140 travailleuses et travailleurs à l'emploi de Brown Boveri occupent l'usine. Ils ont appris quelques jours plus tôt que la multinationale suisse avait décidé de "suspendre ses opérations" à l'usine de Lachine au début '83.

Rassemblés dans la cafeteria, des hommes, des femmes, avec en majorité plus de 25 ans de service, sont consternés et inquiets. Bien sûr, il y avait de nombreuses mises à pied à cette usine qui, du temps de l'ancien propriétaire Canron, avait déjà employé plus de 1,000 travailleurs. Mais la fermeture complète, c'est difficile à avaler. Brown Boveri à Lachine, c'est "un gros plant" qui fabrique une production dans un secteur de pointe: moteurs, génératrices pour l'énergie hydro-électrique et nucléaire, moteurs à traction pour les métros, disjoncteurs pour la transmission de l'électricité...

Le syndicat exige une enquête publique sur les agissements de BBC à Lachine, des rencontres sans délai avec les gouvernements fédéral et provincial et des payes de séparation, si la fermeture ne peut être évitée. Au bout d'une journée, les demandes syndicales sont en partie satisfaites, on cesse l'occupation.

En avril 1983, Brown Boveri arrête toute production à l'usine de Lachine. Les machines sont réduites au silence, les travailleuses et travailleurs, au chômage.

Mais pour le syndicat CSN, membre de la Fédération de la métallurgie, le dossier est loin d'être clos. Le Québec ne peut se permettre de perdre une technologie de pointe dans le secteur de l'équipement électrique, un secteur stratégique pour notre économie. Les travailleuses et travailleurs contestent les affirmations de non-rentabilité avancées par la multinationale et pressent les gouvernements d'intervenir.

Allons-nous tolérer qu'une multinationale cesse sa production sans plus de pré-avis et sans égard pour le droit au travail d'ouvrières et d'ouvriers qui y ont dévoué une bonne partie de leur vie?

---



# des promesses... à la réalité

En achetant l'usine Cannon à Lachine en 1975, Brown Boveri obtenait du même coup un contrat de \$32 millions pour le prolongement du métro de Montréal... à la condition qu'elle reçoive l'approbation de l'Agence fédérale de tamisage des investissements étrangers (FIRA). Brown Boveri s'était alors engagée à porter de 650 à 850 le nombre d'employé(e)s, à diversifier la production, à réaliser des investissements de l'ordre de \$1.75 millions. L'achat des installations de Cannon par la multinationale suisse était même cité dans les journaux comme un modèle du rôle de FIRA dans la protection des intérêts du Canada.\*

**Gilbert Romanecz,  
56 ans,  
40 ans d'ancienneté**

*"I've been laid-off since the beginning of March. I was 16 when I started to work here in 1942.*

*It's hard not to work anymore; I've been working all my life. It's like a canary who has always lived in a cage. Once it's free, it goes crazy.*

*My wife has been working here for 28 years.*

*They rub your nose in the dirt before they throw you out. They don't give you any notice, you come in the morning and a few*

Mais la réalité qu'ont vécue les travailleuses et travailleurs de Lachine a été toute autre. Dès 1976, des départements ont été transférés à d'autres filiales (Mexique, Pointe-Claire). Le nombre d'emplois est progressivement passé de 650 à 500, puis à 260 et à 200 en 1979. Au printemps '82, on ne comptait plus que 140 ouvrières et ouvriers dans l'usine. En août, la compagnie a recours

au travail partagé à raison de quatre jours par semaine. Enfin, en octobre '82, BBC annonce "la suspension pour une période indéfinie" de ses activités, les travailleuses et travailleurs sont mis à pied petit à petit jusqu'en avril '83.

Des promesses à réalité, le fossé est grand. Mais ni BBC, ni les gouvernement ne semblent s'en préoccuper.

\* *Le Devoir*, 13 mai 1975.



*hours later you're out. They don't care about you, even after 40 years. They've got a short memory here. The guy is not a person here, he's a tool.*

*Now, the plant looks like a ghost town."*

**Jean-Paul Deschamps,**  
**56 ans,**  
**24 ans d'ancienneté**

*"On a donné notre vie dans cette usine. Aujourd'hui, il nous foutent dehors avec un coup de pied au derrière... surtout une multinationale.*

*Moi, je n'ai même pas eu le droit de retourner à l'usine, j'ai été avisé de ma mise à pied pendant les vacances. Et sur mon papier de cessation d'emploi, c'est écrit "rappel imprévu". À 56 ans, ça va être difficile de me trouver une job. Quand j'ai fait des demandes d'emploi, ils me demandaient mon âge et me disaient "on va vous rappeler", je savais ce que ça voulait dire... Je suis machiniste et père de 4 enfants, le plus jeune n'a que 17 ans.*

*Je me demande pourquoi ils ont fermé l'usine, parce que de l'ouvrage, il y en avait. À la fin, on travaillait toujours sur les nerfs, ils nous poussaient*



*constamment dans le dos. On travaillait fort pour obtenir des contrats et produire du bon matériel. On était des travailleurs très compétents.*

*Plutôt que de faire faire des sous-contrats ici par d'autres compagnies, ils pourraient laisser l'ouvrage ici. Fermer un si gros plant..."*



**Simone Charland,**  
**32 ans d'ancienneté**

*"Quand je suis revenue de vacances, le 9 août 1982, j'ai appris ma mise à pied pour le soir même. Si je comptais toutes les heures que j'ai fait là... je n'ai pas beaucoup de chance d'y retourner car j'ai 63 ans.*

*Depuis que BBC a pris l'usine, je ne me sentais plus chez nous comme avant, on nous chronométrait... ce n'était plus pareil. J'ai espérance que ça rouvre, surtout pour ceux qui ont une cinquantaine d'années et qui ne pourront pas se replacer ailleurs."*

---

# l'inaction des gouvernements

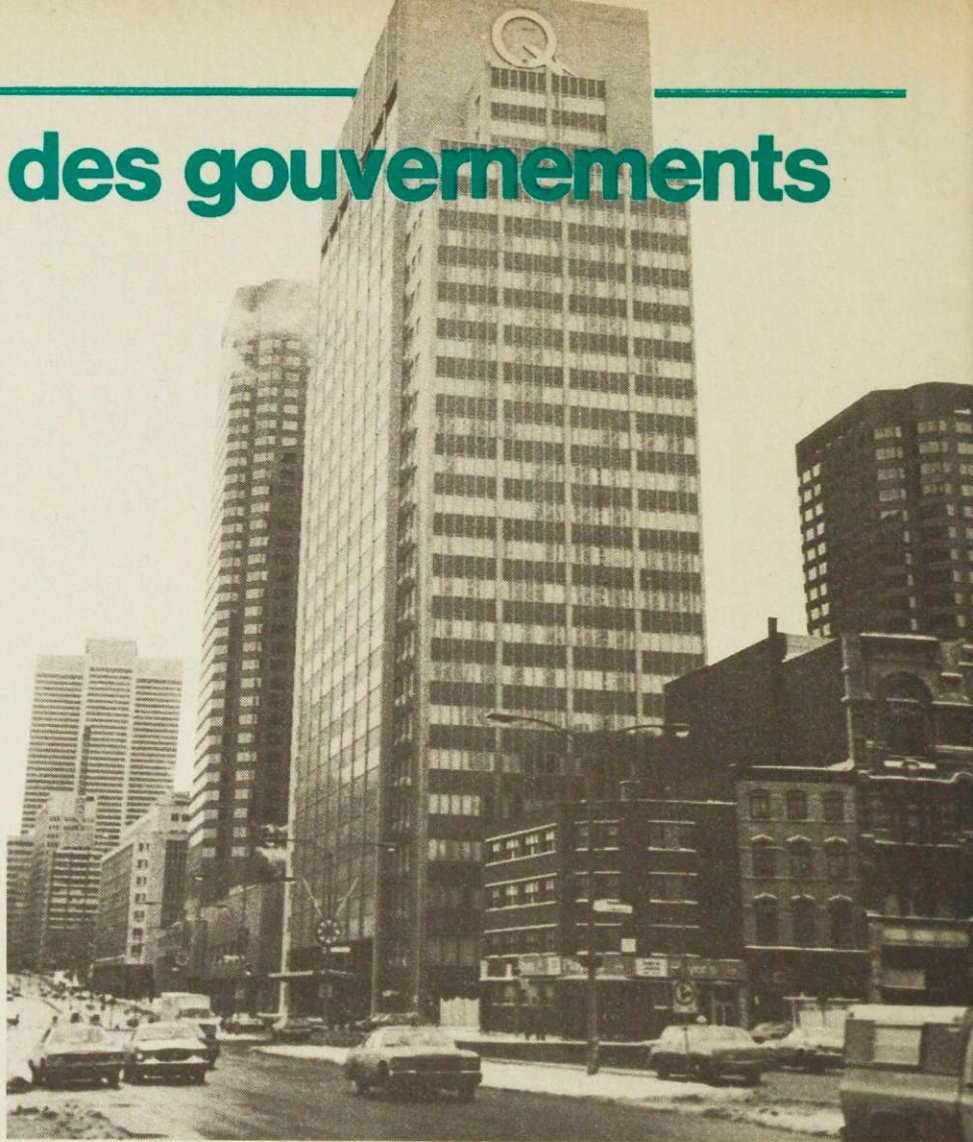
## • des démarches sans résultat

Dès l'annonce de la fermeture, le syndicat a entrepris de multiples démarches auprès des gouvernements tant provincial que fédéral... elles sont restées sans résultat à ce jour.

Lors d'une rencontre avec des responsables de FIRA, du ministère fédéral de l'Industrie et du commerce, en présence du député fédéral de Lachine, Rod Blaker, les représentants du syndicat ont exigé des explications de l'agence fédérale à la suite du non-respect par Brown Boveri de ses engagements lors de sa venue au Canada. Pour toute réponse: de vagues promesses d'étude restées sans lendemain.

Quant au député Blaker, il invoque "les problèmes causés par la loi 101 au Québec"... alors que BBC est une multinationale suisse, un pays où le français est l'une des langues officielles. Il assure, de plus, les travailleurs qui luttent pour conserver leur emploi, qu'il a de "bons contacts" au centre de main-d'oeuvre local...!

Lettres, télégrammes, demandes de rencontre sont également adressés par le syndicat et la Fédération de la Métallurgie à divers ministres provinciaux et au Premier ministre Lévesque. La plupart des requêtes du syndicat restent sans réponse... ou on lui répond par des déclarations d'intentions. Des intentions parfois contradictoires, comme les lettres envoyées par le ministre



Marois, de la Main-d'oeuvre et de la Sécurité du revenu. Dans une lettre au député libéral de la région, Claude Dauphin, le ministre Marois affirme "...je n'ai pas l'intention d'utiliser les pouvoirs d'enquête que je détiens en vertu de la loi 95. Je serais plutôt disposé à rencontrer les responsables de l'entreprise et fouiller plus avant les perspectives d'avenir." Le même jour, le ministre Marois faisait parvenir au syndicat une lettre où il déclare: "...j'entends continuer à suivre de près son évolution (du dossier) car j'y attache beaucoup d'importance vu le nombre d'emplois en jeu. En terminant, je tiens à vous assurer de ma volonté de poser tout geste susceptible de favoriser le re-démarrage des opé-

rations à votre usine et la reprise des emplois."

En avril 1983, soit plus de six mois après une première requête auprès du ministre Marois, le Ministère de la Main d'oeuvre et de la sécurité du revenu conjointement avec le Ministère de l'Industrie et du commerce provincial et le syndicat, ont envisagé de mettre sur pied un comité restreint de travail avec l'objectif de faire éventuellement re-démarrer l'usine. Cette hypothèse ne s'est pas encore matérialisée. Chose certaine, les travailleuses et travailleurs de Brown Boveri n'en peuvent plus d'attendre. Pour un certain nombre d'entre eux, mis à pied au printemps '82, les prestations d'assurance-chômage tirent à leur fin.

## ● des subventions

Soulignons que la multinationale suisse a profité de certaines subventions à même les deniers publics: programme de formation professionnelle au coût d'un demi-million de dollars, programme de travail partagé financé par la caisse de l'assurance-chômage et une promesse de subvention du MEER fédéral de \$1,431,502. pour la protection de 100 emplois et la création de 440 autres d'ici 1982. Mais comme BBC a renoncé à faire les investissements nécessaires, cette généreuse subvention ne lui a pas été accordée.

**Louis-Philippe Lamarre,**  
**45 ans**  
**27 ans de service,**

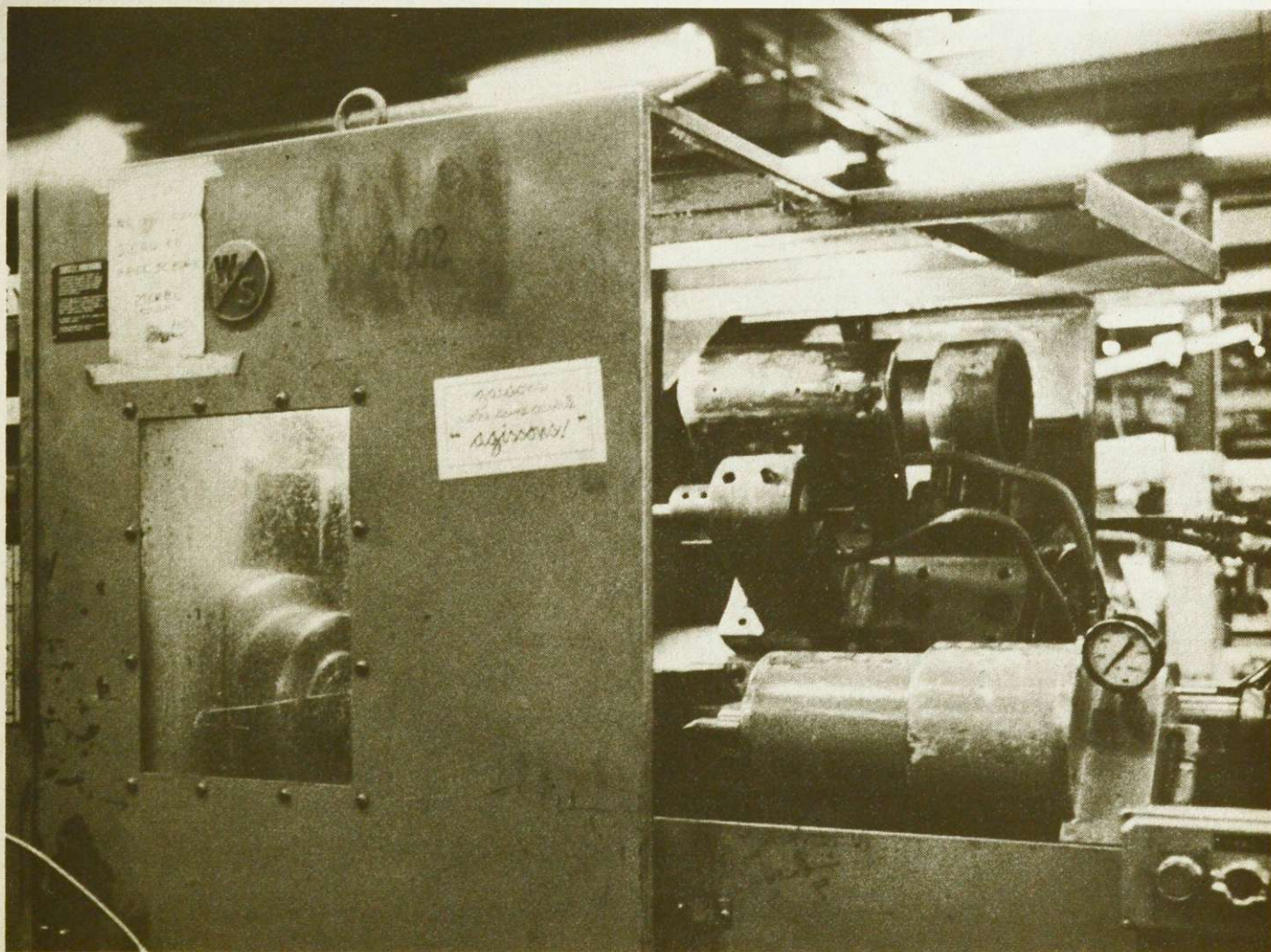
*"Je suis assembleur. En revenant de vacances, le 9 août '82, on nous a fait venir au bureau du personnel pour nous annoncer la mise à pied, le soir même.*

*L'annonce de la fermeture en octobre ne m'a pas surpris, je m'y attendais.*

*Mais je ne comprend pas que le gouvernement ne se grouille pas plus que ça. S'il veut que les*

*Québécois soient plus indépendants, il faudrait qu'il commence par garder l'ouvrage ici. Je suis très déçu... surtout que j'ai voté P.Q. la dernière fois.*

*J'ai quand même confiance qu'une autre compagnie achète l'usine de BBC, c'est tout à fait impossible de laisser toute cette machinerie à rien faire."*



**Eugène Pelletier,**  
**57 ans,**  
**18 ans de service**

*“Le gouvernement devrait forcer BBC à rester ouverte, à produire ici, parce qu’avec l’Hydro-Québec c’est un des plus gros acheteurs. Je n’ai pas confiance que ça va reprendre... peut-être après 2 ans, juste le temps de se débarrasser de nous autres, les vieux travailleurs.”*

● **des clients  
gouvernementaux**

Cette inaction des gouvernements est d’autant plus inacceptable que la multinationale suisse a amplement profité de contrats gouvernementaux, municipaux et de sociétés d’État. Au Québec, BBC a fourni de l’équipement électrique pour la réalisation de projets tels la Baie James, les chutes Churchill, la centrale nucléaire de Gentilly. Hydro-Québec, à elle seule, a fait des achats d’équipements de l’ordre de \$160 millions à Brown Boveri, depuis 1975. La multinationale détiendrait d’ailleurs d’autres contrats de cette société d’État, comme celui du poste de Châteauguay.

À l’automne, M. Smith, de la direction générale de l’électricité au Canada, confirmait au syndicat que Brown Boveri était le seul fabricant au Canada à produire le type de moteurs et de génératrices qui étaient fabriquées à l’usine de Lachine. La fermeture de BBC à Lachine signifiera donc que



les acheteurs de ce type de production devront dorénavant dépendre de produits importés.

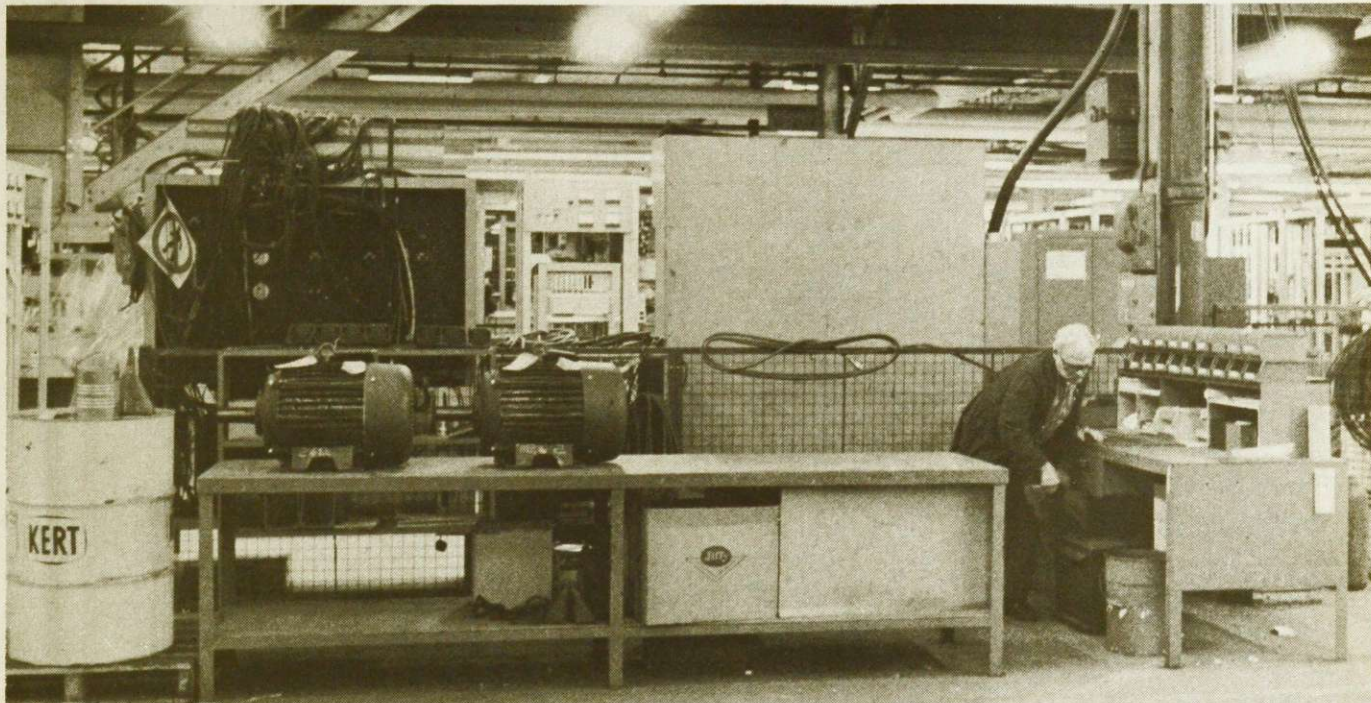
L’ampleur des travaux réalisés au Québec dans le domaine de l’électricité aurait pu justifier que soit développée ici, une industrie nationale de l’électricité, comprenant la production d’équipement électrique.

Les gouvernements, en particulier celui du Québec, seraient-ils impuissants devant

une multinationale qui, après avoir profité d’importants contrats ici, préfère concentrer sa production ailleurs? À l’heure où l’expertise québécoise dans le secteur de l’électricité est reconnue mondialement, le syndicat des travailleuses et travailleurs de Brown Boveri s’explique mal que le gouvernement laisse s’envoler cette production. C’est la structure industrielle du Québec qui s’en retrouve encore plus affaiblie.



# la fermeture: une stratégie planifiée ?



Si le syndicat réclame une enquête publique sur les agissements de la multinationale Brown Boveri au Québec, c'est que certaines de ses pratiques laissent planer des doutes sur la volonté de BBC de faire de l'usine de Lachine une entreprise rentable. Quelques faits semblent le démontrer:

## — une mauvaise gestion:

depuis 1975, l'usine a subi les contrecoups d'erreurs administratives graves qui relèvent à la fois de l'incompétence et de l'insouciance la plus complète de la direction internationale et locale.

— BBC pratiquait depuis un certain temps une double administration, en s'adjoignant les services d'une firme de consultants en administration

— l'utilisation d'ingénieurs

à des postes de contremaîtres et d'employés de bureau

— l'installation à grands frais de machines et d'ordinateurs sophistiqués qui n'ont à peu près pas servi

— un ratio d'un contremaître pour neuf employé(e)s et d'un pour quatre dans le département de soudure

— une mauvaise planification des achats de matières premières et leur gaspillage délibéré

— le coût des méthodes et des procédés 50 fois plus dispendieux que le coût des pièces

— les réaménagements fréquents et inutiles de l'équipement.

**Denis Dubé,  
26 ans,  
9 ans d'ancienneté**

*“Une preuve de la mauvaise administration de Brown Boveri, c'est que pendant un temps, le ratio entre les cadres et les employés de bureau d'une part, et les employé(e)s de production d'autre part était de un pour un!*

*Je ne comprends pas qu'ils prétendent que ce n'était pas une usine rentable. À la fin, on a fabriqué les prototypes d'une nouvelle génératrice très perfectionnée qui peut remplacer 3 ou 4 autres génératrices.”*

## — des fermetures de département

on se rappellera que Brown Boveri avait pris l'engagement, en s'installant au Québec, de diversifier et d'étendre la gamme des produits fabriqués à Lachine. C'est le contraire qui s'est produit. En 1979-80, la compagnie vend la ligne de production de moteurs de moyenne dimension, elle doit dorénavant importer ce type de moteurs de sa filiale française CEM-BBC. Au même moment, elle déménage la production d'équipement de contrôle électrique et de disjoncteurs à son usine de Pointe-Claire, "une production non-rentable" selon la direction... l'usine de Pointe-Claire fonctionne toujours aujourd'hui.

### **Roger Cusson, 57 ans, 39 ans d'ancienneté**

*J'ai commencé à travailler là j'avais 16 ans. Depuis un bout de temps, on sentait que la fermeture s'en venait. Ils ont fait une erreur en vendant la production des petits moteurs, c'était la vache à lait de l'usine. C'est à partir de ce moment-là que la production a commencé à baisser.*

*À mon avis, le déficit de l'usine de Lachine était voulu. Ils sont venus au Canada pour mettre la main sur les brevets de fabrication. Aujourd'hui, leur nom est fait, ils ont la licence de fabrication. Maintenant, ils*

## — des soumissions à perte

le 19 avril 1979, l'ex-directeur de l'usine de Lachine, Réal Boucher, déclarait à un journaliste du **Devoir** que Brown Boveri avait perdu \$2 millions sur le contrat pour le prolongement du métro de Montréal "...à cause d'une soumission trop basse." Plus loin, il affirme "...nos seules pertes sont voulues puisqu'elles représentent des investissements".

Quel avantage y a-t-il à sou-

missionner à perte pour une compagnie, si ce n'est pour évincer des concurrents et s'emparer d'une part du marché de l'équipement électrique du Canada. C'est du moins l'hypothèse formulée par le syndicat, hypothèse la plus probante pour expliquer pourquoi une usine avec une machinerie perfectionnée, une main-d'oeuvre qualifiée et des contrats importants au Québec et dans le reste du Canada, n'ait pas réussi à atteindre la rentabilité.



*peuvent fabriquer les mêmes moteurs en Suisse. Et nous, ils nous mettent à pied, je ne comprends plus rien là-dedans."*

# le cartel international de l'électricité

Peu après l'annonce de la fermeture, le syndicat déclarait à la presse: "Les travailleurs québécois de l'usine de Lachine deviennent les victimes de la stratégie internationale de Brown boveri pour profiter des aléas de la crise économique." Cette stratégie internationale de Brown Boveri ne peut être cernée dans tous ses aspects. La multinationale suisse est présente sur les cinq continents et emploie plus de 110,000 personnes à travers le monde. Phénomène intéressant: 80% de sa main-d'oeuvre est concentrée en Europe (Suisse, Allemagne, France). Même si l'information est difficilement accessible, une étude a été réalisée par des Suisses sur le cas de Brown Boveri au Brésil.\* Ce dossier révèle, à partir de faits prouvés, les tactiques douteuses et même honteuses de multinationales comme BBC dans le Tiers-Monde.

## Brown Boveri au Brésil

Même si on ne peut présumer que les stratégies de BBC au Québec et au Canada soient les mêmes que celles pratiquées au Brésil, certains faits méritent d'être soulevés pour mieux connaître les agissements de cette multinationale.

Au début du siècle, un cartel mondial de l'électricité était formé par les grands fabricants de produits électriques, tels Westinghouse, General Electric, Siemens, A.E.G.; Brown Boveri s'y joindra un peu plus tard. En 1968, 83 producteurs d'équipements électriques font partie du cartel. Les objectifs de ce cartel, c'est bien sûr de contrôler les prix des produits, mais également d'éliminer la concurrence et de se répartir entre eux les marchés à travers le globe.

En s'installant au Brésil, Brown Boveri avait été mandaté par le cartel pour être la tête de file ("fighting leader") de la bataille contre les concu-



rents. Le cartel a même prévu un "fonds de lutte" pour défrayer les coûts encourus par les fabricants qui ont à faire cette sale besogne. À partir de ses installations au Brésil, BBC a donc pratiqué du "dumping" (vente en-dessous du coût de production), vendant ses transformateurs et ses moteurs électriques à des prix allant jusqu'à 43% plus bas que

**Gilles Boulerice,**  
37 ans,  
17 ans d'ancienneté

*"BBC a acheté Cannon, pour la mettre à terre, pour éliminer un concurrent, c'est ma conviction. Il y a eu une mauvaise administration, ils ont fait des dépenses inutiles. On sentait qu'ils ne voulaient pas améliorer la situation de l'usine."*

ceux des concurrents brésiliens... qui ont vite été éliminés. La filiale BBC au Brésil accumule année après année des déficits considérables, une autre usine non-rentable? Phénomène encore plus révélateur, la part de l'industrie d'origine brésilienne dans le secteur de l'électricité est passée de 60% en 1964 à 9% en 1972. Et de plus en plus, les besoins du Brésil en équipements électriques sont dépendants des importations de l'étranger.

\* **Multinationales et Droit de l'Homme. Exemple: BBC/Brésil.** Édité par le Centre Europe-Tiers-Monde. Collection "Notes et documents sur les problèmes actuels du développement." no. 6, Genève, Suisse.



**Philippe Tremblay,  
président du syndicat,  
35 ans  
17 ans d'ancienneté**

*“Il y a deux ans, on pouvait déjà prévoir que la fermeture allait venir un jour ou l'autre tellement l'usine était mal gérée. J'avais écrit, à ce moment-là, dans le journal du syndicat:*

*“On se retrouve 6 ans plus tard, 230 employé(e)s dans l'usine et près de 200 cadres. Où sont-elles passées toutes ces belles promesses? Où sont-ils les mille employé(e)s? Où est-il le marché international? On en a entendu des vertes et des pas mûres en 6 ans et oui, une année on était assis sur une mine d'or, on faisait des profits, le champagne coulait à flot et trois semaines plus tard on perdait 7*

*millions. On ne lâche pas, on décide de s'installer pour la fabrication de gros équipements, système de micadur, etc., il n'y a rien là, après qu'on est tout installé, on redécide de ne plus faire de gros équipements, encore quelques millions de perte, c'est pas grave, on va prendre le marché des métros et pour obtenir le contrat on soumissionne à perte mais ce n'est pas grave...”*

*Lors d'une rencontre avec le Premier ministre Lévesque, je lui ai dit que je trouvais ça étrange qu'à Edmonton en Alberta, où il y a du pétrole à profusion, les autobus fonctionnent à*

*l'électricité. Leur pétrole, ils préfèrent le vendre, c'est plus avantageux. Ici, nos autobus roulent avec du pétrole importé alors qu'il y a des surplus d'électricité. J'ai été étonné que le “père de l'électricité” au Québec ne sache pas ça.*

*Je suis convaincu que notre usine pourrait être rentable. Elle doit rester ouverte et donner du travail aux travailleuses et travailleurs expérimentés qui ont acquis en majorité plus de 25 ans d'expérience. C'est un drame humain, 69% des employés avaient plus de 45 ans.*

*C'est aux gouvernements d'agir maintenant.”*

# des doutes sur la non-rentabilité

Sans calquer l'exemple du Brésil, le cas de Brown Boveri à Lachine suscite tout de même plusieurs questions. Désinvestissement, mauvaise administration, soumissions à perte témoignent du peu de souci de la multinationale suisse à l'égard de la viabilité de l'usine de Lachine. En fait, tout porte à croire que Brown Boveri s'est installée au Québec dans le seul objectif de pénétrer sur le marché nord-américain. Après avoir acheté une usine canadienne, elle a pu décrocher des contrats importants, établir ses produits sur le marché, se faire des clients... qui achèteront par la

suite les équipements BBC fabriqués en Suisse ou ailleurs. C'est déjà d'ailleurs le cas des moteurs à traction pour le métro de Portland aux États-Unis qui devaient être fabriqués à Lachine.

Il ne s'agissait pas pour Brown Boveri de s'emparer de tout le marché au Canada, mais de s'y tailler une place. Au Canada comme dans le reste du monde les géants de l'électricité se partagent le gâteau. Des documents internes démontrent que Brown Boveri aurait fait des ententes avec la

compagnie Reliance (une filiale de la super-pétrolière Exxon) établie en Ontario, pour se diviser une part du marché canadien. Reliance devant se concentrer dans les provinces de l'ouest alors que BBC accaparerait les marchés de l'est du Canada.

Dans ces stratégies souvent obscures, quel poids représente le sort des 650 travailleuses et travailleurs aujourd'hui privés d'emploi... Dans l'avis de fermeture donnée aux employés, la compagnie dit qu'elle "regrette" les "dures épreuves" causées aux employés. Elle ajoute: "Cette décision a été prise à la suite de considération de toutes les alternatives possibles...". Pour le syndicat, justement, toutes les alternatives n'ont pas été envisagées, et il en a à proposer.



---

# l'usine doit rester ouverte

Récemment, le gouvernement de Québec concluait une entente avec les États de la Nouvelle-Angleterre prévoyant l'exportation d'électricité excédentaire et la construction de lignes de transmission électrique jusqu'à la frontière américaine. De plus, le Premier ministre Lévesque a annoncé que son nouveau budget allait prévoir des investissements gouvernementaux de l'ordre de \$440 millions dans l'hydro-électricité, les transports en commun et l'épuration des eaux. Ce sont là tous des projets où la production de Lachine pourrait être utile. Les produits fabriqués à Lachine sont encore en demande, du travail, il pourrait y en avoir.

Si le gouvernement de Québec ne réussit pas à forcer Brown Boveri à revenir sur sa décision de fermer l'usine, il doit prendre tous les moyens pour conserver ici, sur notre territoire, cette technologie et ces emplois. Le mouvement syndical et la CSN en particulier s'inquiète de voir la structure industrielle du Québec s'effondrer petit à petit, sans que rien n'y soit fait pour assurer un éventuel redressement.





À l'heure où tous les gouvernants parlent en abondance de création d'emplois, on constate que de plus en plus l'industrie de transformation au Québec périlite à vive allure. La fermeture de Brown Boveri serait un pas de plus dans le processus de désindustrialisation du Québec. Après les fermetures de plusieurs raffineries de pétrole à Montréal, le ralentissement dans la construction de navires, dans les mines de fer et d'amiante... on ne peut laisser mettre au rancart une usine moderne dans le secteur de l'équipement électrique qui génère un nombre important d'emplois. D'autant plus que l'usine peut aisément fabriquer une gamme diversifiée de produits électriques de toutes sortes.

Pour toutes ces raisons, le syndicat des travailleuses et travailleurs de Brown Boveri réclame du gouvernement québécois qu'il se porte acquéreur, par le biais de ses sociétés d'État si nécessaire, des installations de Lachine ou qu'il trouve un acheteur capable de pratiquer une saine gestion. Pour pousser les gouvernements à agir, les travailleuses et travailleurs de Brown Boveri sont conscients qu'ils ont besoin de toute la solidarité des membres de la CSN et de la population.

**Cette usine peut et doit rester ouverte!**



# La Grande Marche

Montréal 28 mai 83



**CSN**

supplément de  
Nouvelles-csn,  
avril 1983